

PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UNE CUISINE PÉDAGOGIQUE – ENSAT CASTANET- TOLOSAN (31)

Av. de l'Agrobiopole – BP 32607 – 31326 Castanet-Tolosan Cedex

MAÎTRISE D'OUVRAGE

TOULOUSE INP
6, Allée Emile Monso – BP 34038 – 31029 TOULOUSE Cedex 4

ARCHITECTE MANDATAIRE

RAYNAL ARCHITECTURE (S02394)
65, place de la Loubatière - 81370 SAINT-SULPICE
Tel : 05 63 40 00 00 - contact@raynal-architecture.fr

ARCHITECTE ASSOCIEE

ARCHITECTURE OFFICE
22 Rue Elvire – 31400 TOULOUSE
m.austruy@architecture-office.fr

BUREAU D'ETUDES CVC / ELEC

ECOVITALIS
Les Triades Bât. C -130 Rue Galilée – 31670 LABÈGE
n.vandernoot@ecovitalis.com

BUREAU DE CONTROLE

BTP CONSULTANTS
Guillaume Gubert - 06 08 48 43 91
guillaume.gubert@btp-consultants.fr

COORDONNATEUR SECURITE

SUD OUEST COORDINATION & SPS
Frédéric Ouvrard – 06 86 54 89 54
sudouestcoordinationetsps@gmail.com

SOMMAIRE

OBJET DE LA CONSULTATION	4
<i>OBJET DU MARCHE</i>	4
INTERVENANTS	4
LISTE DES LOTS DE TRAVAUX	5
<i>PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS</i>	5
FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU CHANTIER	5
<i>DIRECTION & COORDINATION DU CHANTIER</i>	5
<i>COURRIERS ADRESSES PAR LES ENTREPRISES</i>	6
<i>ORGANISATION DES REUNIONS DE CHANTIER</i>	6
QUALITE DE L'OUVRAGE	8
DOCUMENTS À RESPECTER	10
<i>TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART</i>	10
<i>ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES</i>	11
<i>CCTP, PLANS, REGLES DE L'ART :</i>	12
<i>QUANTITATIF :</i>	12
INTERPRETATION DES DOCUMENTS - VERIFICATION DES COTES - CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES OUVRAGES	13
LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS	13
QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE	13
<i>MATERIAUX</i>	13
<i>LES BOIS</i>	14
<i>TRAVAUX DE TECHNIQUE TRADITIONNELLE</i>	14
<i>TRAVAUX DE TECHNIQUE NON TRADITIONNELLE</i>	14
<i>ECHANTILLONS</i>	14
PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	15
<i>PLANS D'EXECUTION</i>	15
<i>INSTALLATION DE CHANTIER</i>	15
<i>ESSAIS ET CONTROLE TECHNIQUE DES OUVRAGES</i>	15
<i>ESSAIS ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS</i>	16
<i>DOCUMENTS A FOURNIR</i>	17
CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX	18
<i>ECHAFAUDAGES - MONTAGE DES MATERIAUX</i>	18
<i>TROUS, SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES</i>	18
<i>TRAITS DE NIVEAU</i>	18
RECEPTION DES SUPPORTS	18
PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES – RESPECT D'AUTRUI	18
<i>PROTECTION DES OUVRAGES, MATERIAUX ET MATERIELS</i>	18
<i>RESPECT DU TRAVAIL D'AUTRUI</i>	19
<i>RESPECT DU VOISINAGE</i>	19
HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	21
AFFICHAGES	23
<i>AFFICHAGE REGLEMENTAIRE :</i>	23
<i>PANNEAU DE CHANTIER</i>	23
COMPTE PRORATA	23
<i>REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES</i>	23

GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE	25
--	----

0 – PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

OBJET DE LA CONSULTATION

OBJET DU MARCHE

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concerne l'aménagement d'une cuisine pédagogique pour le compte de l'INP-ENSAT ci-après dénommé « Maître d'ouvrage ».

Localisation du projet :

Avenue de l'Agrobiopole Auzeville-Tolosane - 31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex

Coordonnées Maîtrise d'ouvrage délégué :

INP ENSAT

Service technique immobilier (STI)

Avenue de l'Agrobiopole Auzeville-Tolosane - 31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex

Il est bien entendu que les travaux spécifiés sur les plans de l'Architectes ou décrits dans le présent document le sont à titre d'hypothèse et ne sauraient en aucun cas prétendre traiter tous les cas particuliers ainsi que les problèmes de détail qui relèvent du domaine de la compétence professionnelle de l'entrepreneur.

L'entrepreneur reste seul responsable de l'exécution de ses ouvrages et devra, de ce fait, exécuter tous les travaux permettant le parfait achèvement de son œuvre.

L'entrepreneur devra avant toute remise de prix :

- Prévoir, après examen du dossier d'appel d'offres et visite sur site, tous les ouvrages de sa profession nécessaires aux autres corps d'état dont il ne serait pas fait mention au présent descriptif.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission dans le dossier de consultation pour refuser des travaux et fournitures nécessaires au complet achèvement de l'opération, ou pour prétendre à un supplément à son prix.

De ce fait, l'entrepreneur est réputé avoir procédé à une visite détaillée de tous les locaux concernés, et avoir parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux, aux accès, à l'exécution de ses travaux, aux contraintes du site, etc...

L'entreprise devra se conformer aux mesures de sécurité et de protection de la santé.

INTERVENANTS

Maîtres d'ouvrage :

TOULOUSE INP

6, Allée Emile Monso – BP 34038 – 31029 TOULOUSE Cedex 4

Maîtres d'œuvre : Architecte mandataire

RAYNAL ARCHITECTURE (S02394)

65, place de la Loubatière - 81370 SAINT-SULPICE

Tel : 05 63 40 00 00 - contact@raynal-architecture.fr

Architecte associée :

ARCHITECTURE OFFICE

22 Rue Elvire – 31400 TOULOUSE

m.austruy@architecture-office.fr

Bureau d'études structure et fluide :

ECOVITALIS

Les Triades Bât. C -130 Rue Galilée – 31670 LABÈGE

n.vandernoot@ecovitalis.com

LISTE DES LOTS DE TRAVAUX

Pour cette opération, la liste des lots de travaux s'établit ainsi :

PRESRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Lot 00 : Prescriptions communes à tous les lots

Lot 01 : Démolition - Gros œuvre - Etanchéité

Lot 02 : Menuiseries - Plâtrerie - Peinture - Sol souple

Lot 03 : Chauffage - Ventilation - Plomberie – Sanitaire

Lot 04 - Electricité

FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU CHANTIER

DIRECTION & COORDINATION DU CHANTIER

La direction de travaux est assurée par Le Cabinet Raynal Architecture.

Il est assisté par les bureaux d'études suivants :

- Dossier technique Fluides : Ecovitalis

La coordination de travaux est assurée par Le Cabinet Raynal Architecture.

En conséquence, seul le représentant du Cabinet Raynal est habilité à donner des ordres aux entreprises, ainsi que les représentants des bureaux d'études ci-dessus désignés dans les domaines techniques où ils sont responsables, sous condition que ces derniers n'aient aucune incidence architecturale et/ou financière.

Et seul Le Cabinet Raynal Architecture est habilité à traiter avec les entreprises pour tous ce qui concerne la coordination des entreprises et la planification des travaux.

Par ailleurs, et conformément à la réglementation, le maître d'ouvrage a missionné directement :

- un bureau de contrôle : BTP CONSULTANTS - Guillaume Gubert - 06 08 48 43 91

- un coordonnateur SPS : SUD OUEST COORDINATION & SPS - Frédéric Ouvrard – 06 86 54 89 54

Dans le cadre de ses obligations, l'entreprise respectera toutes les prescriptions qui pourront lui être imposées par les représentants des intervenants ci-dessus désignés.

De la même façon, les entreprises devant toutes les dispositions nécessaires à la conformité de leurs ouvrages, elles respecteront toutes les prescriptions qui pourraient lui être imposées par les représentants des réglementations en mission sur le chantier tels : Commission de sécurité, Inspecteur du travail, contrôleur DDASS, etc...

COURRIERS ADRESSES PAR LES ENTREPRISES

Ils doivent être envoyés :

- au maître d'œuvre pour tout ce qui concerne la direction générale de l'opération, les modifications éventuelles des prestations, les règlements financiers, etc. ;
- directement aux personnes concernées de l'équipe de maîtrise d'œuvre pour tout ce qui touche les lots techniques (structure, fluides, économie du bâtiment).
- directement aux autres intervenants (Contrôleur technique, Coordonnateur Sécurité) pour tout ce qui les concernent directement.

Un double de ces courriers sera systématiquement adressé pour information au maître d'œuvre

ORGANISATION DES REUNIONS DE CHANTIER

Date des réunions de chantier :

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction du maître d'œuvre et en présence du maître d'ouvrage, des entreprises, ont lieu, en principe, une fois par semaine, au jour et à l'heure fixés dès l'ouverture du chantier.

Autres réunions et mises au point technique :

Le maître d'œuvre pourra convoquer des réunions de coordination distinctes des réunions de chantier hebdomadaires. Les entreprises concernées seront convoquées verbalement ou par écrit.

Les réunions de chantier sont destinées avant tout à régler les problèmes d'exécution et de coordination. En conséquence, les mises au point techniques pourront faire l'objet de réunions distinctes (réunions de préparation) sur l'initiative du maître d'œuvre et des techniciens. Elles se tiendront dans les bureaux du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, des techniciens, ou dans le bureau du chantier.

Présence des représentants des entreprises :

Les entreprises convoquées (le compte-rendu de la réunion précédente fera office de convocation) devront être représentées.

Leurs représentants seront, obligatoirement des fondés de pouvoir mandatés pour répondre à toutes les questions et prendre toutes les décisions nécessaires.

Ils devront pouvoir donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Toute absence à une convocation sera pénalisée, conformément au CCAP. Toutefois, le maître d'œuvre pourra accepter les excuses motivées et justifiées pour raisons très importantes sous condition d'être communiquées au plus tard la veille de la réunion.

Les pénalités seront majorées du montant de la TVA et retenues sur les situations de l'entreprise.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le compte-rendu de chantier.

Toute présence d'un représentant non qualifié ou non habilité à prendre des décisions utiles sera assimilée à une absence de l'entreprise.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Par souci d'efficacité, le maître d'œuvre ne convoquera que les entreprises concernées par les travaux en préparation ou en cours. Il pourra également les convoquer à des heures différentes.

Les instructions données au cours des réunions seront immédiatement exécutoires.

Les représentants des entreprises devront en prendre note.

Présence du personnel :

Au cours de chaque rendez-vous, chaque entreprise devra préciser au maître d'œuvre son effectif de personnel présent sur le chantier.

Il pourra être demandé aux entrepreneurs de tenir un cahier de chantier sur lequel il sera consigné journalièrement, et éventuellement nominativement afin de pouvoir réaliser une ou des vérifications de présence dans la journée, l'effectif du personnel présent de chaque entreprise et tous les faits notables.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines ;
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard.

Comptes-rendus de réunions

Le compte-rendu consignera toutes les décisions prises et les ordres donnés au cours de la réunion de chantier.

Il est établi, à la suite de chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu de rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents, et sur lequel le maître d'œuvre ou ses collaborateurs inscrivent toutes instructions ou observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente (cf. ci-après).

Les entreprises sont tenues de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit compte-rendu.

Les inscriptions portées par le maître d'œuvre sur le compte-rendu de chantier valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier, dès lors où celle-ci n'a aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus ou sur les délais d'exécution.

Au cas où une entreprise contesterait la rédaction d'un compte rendu, elle devra en faire part, par écrit, au plus tard lors du rendez-vous suivant, notamment au cas où elle considérerait que, par ce compte rendu, il lui est demandé une prestation ayant une incidence financière sur le montant de son marché.

A défaut, chaque compte rendu sera réputé tacitement accepté lors du rendez-vous suivant.

Ce document :

- tient lieu de convocation ;
 - indique l'avancement du chantier et la prestation à réaliser prochainement ;
 - confirme et précise, éventuellement, les observations effectuées impliquant éventuellement des décisions.
- Par souci de simplification, les comptes-rendus sont rédigés de telle sorte que les entreprises doivent nécessairement tenir compte, d'une part, des généralités s'adressant à tous les intervenants, et d'autre part, des observations particulières à leurs nom et numéro de lot, mais pouvant nécessiter de se reporter à une observation portée à une autre entreprise.

Toutefois, nul n'est censé ignorer les observations mentionnées aux autres entreprises.

Les comptes-rendus sont diffusés de préférence par *Courriel (Internet)*, ou à défaut, si l'intervenant ne possède pas d'adresse *Internet*, par télécopie, à tous les intervenants cités sur la liste mentionnée au compte-rendu : maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle et coordinateur de sécurité.

Au cas où quelqu'un ne l'aurait pas reçu, il devra le réclamer au maître d'œuvre.

Un recueil des comptes-rendus de chantier sera à la disposition des entreprises, dans le bureau du chantier, mission incombant à l'entreprise du **lot Gros oeuvre**, en fonction de l'avancement du chantier.

Directives données par la maîtrise d'œuvre

Outre les Ordres de Service (OS) et les comptes rendus de chantier, la maîtrise d'œuvre pourra donner des directives par :

a) Note de chantier :

Il s'agit d'un document établi sur un manifold spécial pour donner instructions et directives de détail à l'échelon du chantier.

La note de chantier peut, dans certains cas, être constituée par un croquis.

La note de chantier est adressée directement au conducteur de travaux de l'entreprise intéressée.

b) Lettres :

Ces lettres sont adressées directement à une entreprise en cas de problème particulier la concernant seule.

Engagement des entrepreneurs

Les obligations législatives ou contractuelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises. C'est la loi des parties. De ce fait, chaque entreprise ne pourra :

- arguer de ne pouvoir les appliquer ni de les mettre en œuvre pour des raisons d'économie, de marché, de travaux, même demandées par le maître d'ouvrage ;
- prétendre que ses calculs, matériaux, mise en œuvre, certificats, honoraires de spécialistes pour mener à bien ces obligations ne sont pas prévues ;
- exécuter des travaux uniquement présumés contractuels pour l'entreprise, en arguant l'erreur d'études, la méconnaissance du texte, l'économie, etc. ;
- prétendre à suppléments pour ces raisons.

Ces textes étant réglementaires et contractuels, l'obstination de l'entrepreneur au refus du respect de la législation ou du contrat, même avec l'accord du maître d'ouvrage, les mettrait en infraction flagrante.

De par cette attitude ou position, le maître d'œuvre se trouvera dégagé des responsabilités relevant de ces obligations, par la simple acceptation du marché par les parties.

En effet, le maître d'œuvre ne pourra être tenu pour responsable des économies décidées entre les parties, au détriment des textes réglementaires, par exemple.

Si ces économies sont susceptibles de nuire à la solidité, au confort, à la sécurité et sont contraires à la réglementation en vigueur, le maître d'œuvre ne pourra les entériner.

Ces brefs rappels ont pour but de faire remarquer aux entreprises et au maître d'ouvrage l'existence de problèmes strictement réglementaires et juridiques propres à toute construction, et au respect desquels ils sont tenus en premier chef.

Bureau de chantier

Un bureau de rendez-vous de chantier sera aménagé sur le terrain ou à proximité à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Seront tenus à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre et en permanence dans le bureau de chantier les documents de référence suivants :

- le dossier marché ;
- le recueil des observations du bureau de contrôle, des services du permis de construire et des services incendie sur le dossier permis de construire et le dossier de consultation des entreprises ;
- le dossier d'exécution, comprenant les plans et le CCTP, y compris les annexes du présent règlement de chantier, mises à jour ;
- le recueil des comptes-rendus de chantier ;
- le cahier de chantier ;

Ce bureau sera meublé à la demande, de classeurs, tables, chaises, tabourets, etc.

Un téléphone/fax sera également installé.

Un moyen de chauffage sera établi pour assurer une température minimale de 18 degrés à l'intérieur des locaux, au moins les jours de réunion.

Cette prestation, considérée comme des frais fixes, est incluse dans l'offre de l'entreprise titulaire du **lot n°1 Gros œuvre**

L'entretien des locaux, ainsi que les frais éventuels d'installation de téléphone feront l'objet de factures établies par l'entreprise titulaire du **lot n°1 Gros œuvre** et réparties mensuellement au prorata des marchés de l'ensemble des entreprises.

QUALITE DE L'OUVRAGE

Le présent document, outre la description proprement dite des ouvrages à réaliser, définit l'organisation et le fonctionnement du chantier, dans l'objectif de réaliser un bâti de qualité, entraînant une meilleure satisfaction des besoins des utilisateurs, dans le cadre des documents contractuels.

Cette démarche impose :

- une concertation entre les différents intervenants ayant des relations de franchise et de confiance. Ceci doit se traduire par une définition cohérente et précise des missions de chacun
- la recherche par chaque intervenant, non seulement de la qualité de son propre travail, mais aussi des moyens qu'il peut mettre en œuvre pour faciliter le travail de ses partenaires ;

- un objectif commun de qualité entre les intervenants, qui ne soit pas seulement un respect des normes et procédures.

Les caractéristiques de cette démarche sont les suivantes.

a) La préparation du chantier :

Cette phase a pour objectif :

- de définir et mettre en place l'organisation du chantier (moyens et méthodes utilisées, projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires) et les modalités d'accueil des personnels (notamment les sanitaires) ; pendant cette période, chaque entreprise établira son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
 - de demander les autorisations diverses ;
 - de permettre aux entreprises d'établir les notes de calcul, études de détails et plans d'exécution, afin de les soumettre au visa de la maîtrise d'œuvre et éventuellement du contrôleur technique, autant que possible avant démarrage du chantier, sinon à une date déterminée en fonction de l'avancement du chantier ;
 - d'établir les plans de synthèse, par le responsable désigné au CCAP (maître d'œuvre ou titulaire du lot gros œuvre) ;
 - d'effectuer une coordination en amont entre les entreprises : chacune s'informe des tâches à réaliser par les autres et prend connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finitions ; d'ajuster le calendrier prévisionnel en fonction des contraintes de l'ensemble des intervenants, pour devenir le calendrier détaillé d'exécution des ouvrages (cf. b) ci-après) ;
 - de s'assurer des approvisionnements. Les moyens de stockage et de manutention sont précisés afin de garder aux fournitures leur qualité.
- L'entreprise vérifie auprès de ses fournisseurs les délais et quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement ;
- de préciser les modalités de contrôle et d'autocontrôle, afin de prévenir les réparations éventuelles, procéder à tous les essais (techniques ou d'usage) nécessaires.

b) Le déroulement du chantier

Lors des rendez-vous de chantier, dans le cadre d'un réel partenariat entre les différents intervenants, il importe de détecter les impondérables de chantier.

Cet objectif implique de traiter à priori (prévision), ou à défaut, à posteriori, les problèmes qui sont susceptibles de se poser, ou qui se sont apparus : problèmes particuliers, suggestions de solutions ou d'améliorations, recherche de cause de défauts ou d'imperfection, repérage des non conformités, etc.

La qualité d'une opération implique la vigilance de tous et la nécessaire contribution organisée et coordonnée de tous les intervenants.

c) Finitions – Réception des ouvrages – Levée des réserves

La présente approche a pour objet la réception contractuelle de tous les ouvrages, sans réserve.

Pour ce faire, des opérations préalables ont lieu entre entreprises, notamment pour l'acceptation des supports. Ces opérations comprennent, d'une part, la vérification par chaque entreprise des fiches de contrôle et d'autocontrôle des autres entreprises, et d'autre part, l'examen de visu des ouvrages concernés et la réalisation des essais techniques et d'usage.

Elles sont programmées suffisamment tôt pour qu'elles n'occasionnent pas de retard dans la tenue de la réception contractuelle des ouvrages, en conformité avec le planning de chantier.

Le repérage des non qualités et des non-conformités se fait :

- par l'entreprise concernée lors de ses contrôles et autocontrôles de qualité ;
- par les entreprises concernées à l'occasion des opérations préalables à la réception.

À ce stade et selon l'importance des problèmes, plusieurs types de cas sont envisageables :

- réparation possible : les acteurs concernés devront choisir la meilleure solution de réparation et planifier les moyens correspondants entre les différentes entreprises responsables ;

- réparation impossible ou difficile : les acteurs concernés devront en référer à la personne compétente (maître d'œuvre et maître d'ouvrage), afin de décider des suites à donner : démolition ou mise au rebut, acceptation en l'état ;

La réception des ouvrages ne doit être que l'étape administrative et contractuelle légale.

Elle comporte le minimum de réserves. Dans l'intérêt de tous, ces éventuelles réserves devront être levées dans les meilleurs délais selon planning.

DOCUMENTS À RESPECTER

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions, etc.

Textes législatifs et réglementaires (liste globale)

Les offres des entreprises devront tenir compte pour la réalisation des ouvrages :

- des règlements en vigueur un mois avant à la date de l'appel d'offres, notamment en ce qui concerne les règlements de construction, règlements acoustiques, thermiques et relatifs aux économies d'énergie, quand bien même la description des ouvrages serait incomplète ou erronée
- des règles générales de mise en œuvre dites « Règles de l'art »

Cette liste de documents est donnée à titre indicatif et n'est donc pas limitative :

- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires en vigueur en France un mois avant la remise des offres,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales,
- Les Documents Techniques Unifiés y compris cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques et mémento éventuels,
- Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR,
- Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B,
- Les documents et recommandations publiés par les Syndicats des entrepreneurs ou d'artisans,
- Les Notices Techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et marchands des matériels et matériaux constitutifs du projet,
- Les documents et notices publiés ou règles de mises en œuvre imposées par les Services concédés, tels que ELECTRICITE DE FRANCE-GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville dans laquelle est situé le chantier, etc.
- Code de la Santé publique,
- Code du Travail,
- Code de la Construction et de l'Habitation,
- Code de la Santé publique,
- Décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 : Contrôle et attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux normes de sécurité en vigueur,
- Circulaire n° 79-23 du 9 mars 1979 : Contrôle de la qualité des bétons.

Cahier des clauses techniques générales

Cette liste de documents est donnée à titre indicatif et n'est donc pas limitative :

- CCTG Fascicule 4, titre IV : Rivets en acier, boulonnerie à serrage contrôlé, destinés à l'exécution des constructions métalliques (Numéro spécial 83-14 quinquièmes du BOULTE),

- CCTG Fascicule 56 : Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion (Fascicule spécial n° 2004-3 du BOE, DAEI)
- CCTG Fascicule 61, titre IV, section II dit 'Règles N84' : Action climatique - Action de la neige sur les constructions (CSTB 2171, 2906, 2968, 3215),
- CCTG Fascicule 62, titre Ier, section I - Règles BAEL 91 révisé 99 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites (Numéro spécial TO 99-8 du BOMETL).

Règles de calcul

Cette liste de documents est donnée à titre indicatif et n'est donc pas limitative :

- Règles NV 65 et annexes (P 06-002, CCTG) : Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (avril 2000).

Règles professionnelles

Cette liste de documents est donnée à titre indicatif et n'est donc pas limitative :

- Recommandation de la CNAMTS R 372 modifiée - Conduite en sécurité des engins de chantier (Moniteur du 25 février 2000),
- Recommandation de la CNAMTS R 405 - Prévention des risques résultant des armatures en attente sur les chantiers (Moniteur du 6 août 2004),
- Recommandation de la CNAMTS R 407 - Sécurité lors des interventions sur machines, appareils ou installations (Moniteur du 13 août 2004),
- Recommandation de la CNAMTS R 408 - Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied (Moniteur du 10 juin 2004),
- Recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment,
- Règles professionnelles pour la fabrication et la mise en oeuvre des bardages métalliques (janvier 1981 SEBTP),
- Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (novembre 1997),
- Travaux de dallage (ITBTP - UNM - SNBATI, Annales de l'ITBTP n° 482, mars 1990).

ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES

Règles générales applicables à tous les bâtiments :

- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire),
- CODE DU TRAVAIL (Partie Réglementaire) - Hygiène, sécurité et conditions de travail,
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative) - Titre 1 Règles générales.

Règles applicables au projet :

Toute la conception générale du projet permet de répondre à la réglementation.

Les dispositions prises concernent en particulier :

- les voiries et accès extérieurs : largeurs, nature des revêtements, pentes, parkings ;
- les entrées des bâtiments : pentes, seuils (maxi 20mm), portes ;
- les circulations horizontales et verticales : plans inclinés, seuils, largeurs des circulations et des portes, traitement des joints et des obstacles, escalier en conformité, ascenseur (obligatoire à partir de 50 personnes en étage ou en sous-sol) ;
- les sanitaires ;
- les équipements et mobiliers prévus ;
- la signalisation : pictogrammes, panneaux.

Les entreprises ne devront apporter aucune modification au projet qui remette en cause cette accessibilité et veiller, dans le détail de leurs ouvrages, au respect de cette réglementation. En particulier les côtes en plan et en hauteur devront être parfaitement respectées en gardant en mémoire que les plans Architecte indiquent les côtes finies à respecter.

CCTP, PLANS, REGLES DE L'ART :

Il est entendu que l'entrepreneur de chaque corps d'état doit avoir pris connaissance des pièces du dossier de consultation dans leur totalité et avoir apprécié très exactement ses prestations, en les complétant le cas échéant, compte tenu des prestations des autres corps d'état, ou des prestations des ingénieurs spécialisés, ceci afin d'être en mesure de livrer les ouvrages avec la finition exigée par le C.C.T.P., conformes aux règles de l'Art et en parfait état de fonctionnement.

En particulier, les points suivants sont précisés :

- Les localisations indiquées dans le présent document, si elles sont les plus précises possibles, ne sont pas limitatives des travaux à exécuter. Elles doivent être complétées par tous les ouvrages de même nature figurant sur les plans.
- Même si le CCTP ne décrit pas dans le détail des ouvrages tels que : façon de baies, de seuils, d'appuis, de tableaux, linteaux, feuillures, rejingots, supports, joints et habillages, ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages.
- La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état ; il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

Par ailleurs, il ne saurait être admis, qu'en cours de travaux, l'entrepreneur argue une insuffisante connaissance des travaux des autres corps d'état et interprète le seul C.C.T.P. de son lot pour s'autoriser :

- à fournir un travail qui ne permette pas au corps d'état lui succédant d'exécuter un ouvrage conformément au C.C.T.P. et aux règles de l'Art,
- à fournir un travail qui ne soit pas conforme aux descriptions et aux règles de l'Art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédent,
- à exécuter un ouvrage non conforme aux règles de l'Art en prétextant qu'une prestation incluse dans cet ouvrage devait être fournie par un autre corps d'état.

En résumé, les ouvrages sont traités à prix forfaitaires. Ils doivent donc comprendre l'intégralité des travaux, fournitures et sujétions nécessaires à un parfait et complet achèvement, à une parfaite exécution, à une excellente finition et à un fonctionnement irréprochable.

QUANTITATIF :

Si un quantitatif est fourni, il est entendu qu'il ne s'agit que d'un pré métré.

Celui-ci doit être vérifié par l'entreprise qui s'engagera à réaliser l'ensemble de la prestation dans le prix forfaitaire proposé.

Si l'entreprise, au cours de son étude avant la remise de son offre, constate une erreur ou omission, elle disposera de la faculté de modifier cette quantité sur son bordereau. Le prix global obtenu par la multiplication de cette quantité et du prix unitaire proposé sera seul retenu pour la réalisation de l'ouvrage dans son intégralité.

Aucune quantité d'ouvrage ou estimation de prix ne pourra être révisée en cours de réalisation.

Seules des modifications au projet dûment validées par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage pourront conduire à une révision du prix global et toute modification au marché de base devra faire l'objet d'un accord clairement établi en termes de prestation et de coût avant toute réalisation.

Dans le cas contraire seul le marché de base sera mis en application.

INTERPRETATION DES DOCUMENTS - VERIFICATION DES COTES - CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES OUVRAGES

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité.

Dans le cas où la non concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents techniques peut donner lieu à interprétation, l'appréciation revient d'autorité au Maître d'œuvre. Ne peut être considéré comme contradiction, le fait qu'un ouvrage prévu aux plans ne soit pas explicitement décrit au C.C.T.P. ou inversement qu'un ouvrage décrit au C.C.T.P. ne figure pas sur les plans ; l'ensemble de ces documents forme un tout complémentaire, et tous les ouvrages qui y sont décrits ou dessinés devront être réalisés.

Il est précisé que l'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. L'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications diverses.

Dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

L'entrepreneur ne pourra lui-même modifier quoi que ce soit au projet de l'Architecte, mais il devra signaler tous les changements qu'il croirait utile d'y apporter. Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet.

Il est par ailleurs entendu que l'entrepreneur de chaque corps d'état est réputé avoir :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux,
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leurs particularités tant dans le cadre d'un lot déterminé qu'à l'intérieur de l'ensemble des lots,
- procédé à une visite détaillée des lieux et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux éventuels ouvrages existants sur lesquels l'entrepreneur a à intervenir, aux accès, aux abords et aux propriétés voisines, à la topographie, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier, à l'importance d'éventuelles difficultés de circulation sur les voies publiques, principalement aux abords du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériels et matériaux, ressource en énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, autorisations administratives, etc...),
- contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le C.C.T.P., les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires jugés utiles auprès du Maître d'œuvre, également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services de l'Équipement, Municipaux, des Eaux, Électricité et Gaz de France, P.T.T., Sapeurs Pompiers, etc...).

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise.

En conséquence, il ne saurait être question d'accorder des majorations quelconques pour raison d'omissions ou imprécisions du dossier de consultation des entreprises.

LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS

Sauf dispositions contraires ou complémentaires figurant dans le chapitre « *Description des Ouvrages* », se référer à l'ensemble du présent C.C.T.P

QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE

MATERIAUX

Il ne sera prévu que des matériaux traditionnels ou des matériaux non traditionnels ayant fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B ou d'une enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et acceptés en garantie par le S.T.FC

LES BOIS

Les bois employés seront toujours de bonne qualité dans l'espèce indiquée et conformes aux Normes Françaises AFNOR homologuées à la date de la signature du marché définitif.

Les matériaux utilisés seront conformes aux caractéristiques techniques des matériaux référencés dans le C.C.T.P. Ils devront posséder un certificat de conformité aux normes ou être titulaires d'un Avis Technique du C.S.T.B. ; leur mise en œuvre sera conforme aux prescriptions contenues dans ces Avis Techniques.

Il est demandé au prestataire de prioriser l'usage de bois éco certifiés d'origine locale ou européenne. Seront autorisés, les bois d'origine tropicale sous réserve que leur origine et l'essentiel de la filière d'exploitation et de commercialisation soient éco certifiés.

Cette exigence environnementale concerne aussi bien les bois massifs, que les bois reconstitués à base de particules (aggloméré, mélaminé, OSB, etc.), de lames de faibles épaisseurs (contreplaqué, latté...), et les autres types d'assemblages (lamellé-collé, stratifié, etc.).

Le candidat fournira les certificats correspondants délivrés par l'organisme certificateur accrédité ainsi que les documents commerciaux associés aux produits certifiés faisant l'objet du marché.

“Pour permettre aux maîtres d'ouvrages d'effectuer un contrôle sur l'origine des bois utilisés, il est demandé de fournir un justificatif attestant l'adhésion du distributeur à un code de bonne conduite, adhésion par laquelle il s'engage à acquérir du bois provenant de forêts dont l'exploitation et la gestion sont juridiquement régulières et durables. Cet engagement doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par une tierce partie indépendante.”

TRAVAUX DE TECHNIQUE TRADITIONNELLE

Les travaux dits traditionnels devront être exécutés selon :

- les normes françaises homologuées,
- les normes françaises enregistrées si le cahier des charges le prescrit,
- les prescriptions des DTU en vigueur,
- Les règles dites professionnelles,
- Les fascicules CCTG.

TRAVAUX DE TECHNIQUE NON TRADITIONNELLE

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique favorable du Groupe spécialisé du CSTB. A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au contrôle technique toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

ECHANTILLONS

L'absence d'indications détaillées des marques et produits sur l'offre de l'entreprise signifiera que les prescriptions du présent document seront rigoureusement respectées par cette entreprise.

Les entreprises pourront proposer toutes autres marques à qualités et caractéristiques comparables en joignant toutefois les références des produits ou matériaux qu'elles proposent d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation.

Dès signature des marchés, les entreprises ne pourront plus employer d'autres produits ou matériaux que ceux validés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons ou fabrications, dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché, et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier.

Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération.

PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise
- Les essais et vérifications prévues selon les normes et DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- L'établissement et la fourniture en trois exemplaires (dont 1 reproductible) du dossier des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'œuvre.
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le maître d'œuvre.

PLANS D'EXECUTION

L'entrepreneur, doit pendant la phase préparatoire, soumettre au maître d'œuvre :

- les plans de réservations,
- les plans de détails d'exécution,
- les notes de calculs.

Tous les plans sont à la charge des entreprises. Ces plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par le maître d'œuvre de la réalisation, cette approbation ne concernant que la conformité ou l'adaptation au projet architectural et ne diminuant en rien la responsabilité de l'entreprise. Ces plans devront donc respecter très fidèlement les côtes du dossier d'appel d'offres, sauf dérogation écrite du maître d'œuvre.

Si une entreprise ne fournissait pas les plans de réservations en temps utile, les travaux et les ouvrages, découlant de cette négligence, seraient facturés à cette entreprise défaillante.

Les détails de toute partie de l'ouvrage à exécuter seront étudiés par les soins de l'entrepreneur, conformément aux règlements et DTU, relatifs aux calculs, fabrications, mises en œuvre des ouvrages des différents lots.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur doit tenir à jour les plans, les détails d'exécution et les notes de calculs en fonction des changements intervenus.

Après exécution des travaux l'entrepreneur établira l'ensemble des plans « conformes à la construction ». Ce seront ceux approuvés par le Maître d'œuvre et bureau de contrôle corrigés si besoin par l'entrepreneur pour représenter les ouvrages effectivement réalisés.

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, référence avis techniques, cahiers des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou Certificat de classement ou d'essais de matériaux.

Les documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent. L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable.

INSTALLATION DE CHANTIER

Selon PGC, CCAP , Notice d'organisation collective et si nécessaire complément défini au CCTP

ESSAIS ET CONTROLE TECHNIQUE DES OUVRAGES

Tous les contrôles et essais seront aux frais exclusifs de l'entrepreneur. Ils porteront sur des contrôles au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées,
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations,
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise s'assurera que la réalisation est faite conformément aux DTU, règles de l'art, etc...,
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique.

Il est rappelé que les entreprises devront mettre en place un autocontrôle de leurs travaux et qu'elles devront tenir à disposition du Bureau de contrôle et du maître d'œuvre :

- La liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages,
- La formalisation de ces vérifications permet de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

Cet autocontrôle s'effectuera tout au long du chantier, portera sur l'ensemble des ouvrages à réaliser et concernera en particulier :

- les installations électriques,
- le chauffage,
- réseau d'alimentation en eau,
- réseau d'évacuations,
- plomberie,
- ventilations,
- etc...

L'entreprise du lot électricité devra fournir, en fin de chantier, un certificat d'autocontrôle précisant qu'elle a réalisé les vérifications des installations électriques conformément à la partie 6 de la NFC 15100.

Dans tous les cas, l'entrepreneur qui effectuera des essais ou contrôle s'assurera de la validité des procédés auxquels il sera fait appel pour procéder à ces essais et contrôles, en particulier vis à vis des organismes de contrôle appelés à interpréter des résultats obtenus.

L'entrepreneur signalera suffisamment tôt au Maître d'œuvre pour acceptation des procédés, méthodes et sous traitants éventuels auxquels il compte avoir recours pour procédés à ces essais et contrôles.

Chaque vérification devra être accomplie en temps utile et au plus tard avant l'exécution de toute tâche qui la rendrait impossible.

ESSAIS ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Toutes les installations techniques seront obligatoirement soumises aux essais de bon fonctionnement suivant les documents COPREC n°1 et 2 parus dans le cahier spécial du Moniteur n°4954 du 6 Novembre 1998.

Ces essais sont à la charge des entreprises concernées qui devront en communiquer les procès-verbaux au contrôleur technique pour avis.

Si le contrôleur technique décide de faire procéder à des essais de vérification complémentaires en sa présence, l'entreprise concernée mettra à sa disposition le matériel nécessaire et une personne compétente pour réaliser les essais.

DOCUMENTS A FOURNIR

Documents à fournir avant exécution :

En phase de préparation et de chantier, hors indications complémentaires apportées par le présent C.C.T.P et les autres pièces du dossier de consultation, les documents à fournir par chaque entrepreneur concerné sont globalement :

- les plans d'exécution et notes de calcul,
- les plans de réservations dans les ouvrages porteurs
- les plans d'ouvrages à réaliser par les autres corps d'état,
- le calendrier d'exécution de ses ouvrages, intégré dans le calendrier général,
- Présentation des échantillons des matériaux, appareillages et équipements divers qui doivent être mis en place, complétée par un dossier comprenant toutes les notes du fabricant, Avis Techniques, P.V. d'essais, notices d'utilisation et d'entretien des dits matériaux et équipements, ce dans le nombre d'exemplaires nécessaire (au moins 3).
- Le schéma d'organisation et de gestion des déchets ou SOGED avec bordereau de suivi

Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :

Ce dossier rassemble tous les documents de nature à mémoriser les travaux réalisés et à permettre toute réparation ou modification sur les ouvrages.

Il comprend les documents suivants :

- État des lieux contradictoire, préliminaire à la réalisation des terrassements et fondations,
- Plans d'implantation,
- Plans d'exécution, avec en particulier :
 - les plans indiquant par zone les charges d'exploitation prévues,
 - les plans de recollement des réseaux, accompagnés de schémas synoptiques de repérages de chacun des réseaux et installations techniques précisant les cotes d'altitudes, les circuits, passages et sections des canalisations, indications précises des vannes, robinets d'arrêts, etc...
 - les plans et schémas électriques,
 - les plans et coupes sur parements, revêtements, calepin des dispositifs d'ancrage permanents,
- Coupes, détails, carnets de détails,
- Notes de calculs,
- PV d'essais, Essais COPREC, PV d'essais AEV, PV de réaction au feu, PV de mise en eau, PV de traitement des bois et des charpentes, PV d'essai de résistance des volumes verriers,
- Avis Techniques,
- Bordereau de suivis des déchets
- Organigramme des serrures (s'il y a lieu)

Pour une bonne élaboration, ce dossier sera constitué au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Afin de veiller à ce point, la maîtrise d'œuvre pourra demander la présentation de certains documents, au cours du chantier, notamment en ce qui concerne les plans de récolement.

Dossier d'Intervention Ulérieure (DIU) :

Ce dossier rassemble tous les éléments de nature à faciliter l'utilisation et l'entretien usuel du bâtiment. Il est constitué par le coordonnateur sécurité.

Nous en rappelons succinctement ci-dessous les principaux éléments :

- Notices d'utilisation : chaque corps d'état concerné, pour tout matériel ayant un principe de fonctionnement particulier, devra établir une notice de fonctionnement,
- Notices et dispositions d'entretien :
 - Nomenclature de tous les matériels nécessitant un entretien et pour chacun des ces matériels, fréquence et nature de l'entretien,
 - Dispositions particulières à envisager pour le nettoyage, contre-indications de certains produits (notamment pour les revêtements de sols, muraux, produits verriers, etc.)

- Dossier de maintenance (Lots techniques): ce dossier comprendra, outre les schémas explicatifs nécessaires et les indications d'entretien (nature et fréquence, remplacement des éléments d'usure) , les consignes de sécurité à respecter tant au point de vue des installations qu'au point du personnel devant intervenir pour assurer la maintenance.

La non production des documents nécessaires à la constitution des DOE et DIU fera obstacle à la transmission du décompte définitif et à la levée de la retenue de garantie.

CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

ECHAFAUDAGES - MONTAGE DES MATERIAUX

Le prix global proposé par les entrepreneurs comprendra la valeur des échafaudages, agrès, engins, étais, etc., nécessaires à l'exécution des travaux de leur propre lot.

TROUS, SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES

Les percements et rebouchages seront à la charge du lot gros œuvre, si ceux-ci sont demandés en temps et en heure pour les différents lots concernés.

Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux. Restitution des coupes feu si cela est nécessaire.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre.

TRAITS DE NIVEAU

L'entreprise du **lot plâtrerie** a la charge et la responsabilité des traits de niveau intérieur jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

L'entreprise du **lot Gros œuvre** a la charge et la responsabilité des traits de niveau extérieur jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

RECEPTION DES SUPPORTS

Chaque entreprise, effectuant ses travaux à la suite d'un autre corps d'état, devra se rendre compte de l'état des lieux et réceptionner les supports sur lesquels elle doit éventuellement intervenir avant mise en œuvre de ses ouvrages. Il lui incombera de faire les réserves nécessaires et d'en rendre compte au Maître d'œuvre, s'il y a lieu avant toute intervention.

Sans observation de sa part, le démarrage des travaux de l'entrepreneur vaudra pour acceptation tacite des supports sur lesquels il aura à intervenir.

PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES – RESPECT D'AUTRUI

PROTECTION DES OUVRAGES, MATERIAUX ET MATERIELS

Les entrepreneurs sont tenus responsables des ouvrages de leur lot et en doivent la protection contre les risques de vol, détournement et détérioration jusqu'à la réception des travaux, ce par tous moyens appropriés (protection, bâchage, etc.)

L'entreprise ne pourra jamais tirer argument, soit de la fragilité, soit de la belle qualité, soit du prix de ses fournitures, pour s'opposer à leur mise en œuvre ou pose au moment décidé par le maître d'œuvre. Il lui appartiendra de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer une protection durable et efficace sans supplément de prix, dès la mise en œuvre ou la pose, et de surveiller et d'entretenir cette protection jusqu'à la réception des travaux.

Il est précisé que :

- les détériorations constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance,
- les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge pour lui de se faire couvrir par une assurance,
- chaque entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il a approvisionnés et des outils de chantier. Ils sont couverts par une assurance vol et incendie, à moins que l'entrepreneur ne préfère être son propre assureur.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation du dit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au maître d'ouvrage.

RESPECT DU TRAVAIL D'AUTRUI

Il importe que chaque entreprise ait le souci constant du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état.

Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou qui soit susceptible de nuire à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble.

Les réparations ou remises en état qui seraient à faire à la suite de fautes de ce genre seront exécutées selon les ordres donnés par le maître d'œuvre et donneront lieu à imputation au compte des entreprises incriminées, et, dans le cas où le responsable ne pourrait être nettement déterminé, seront imputées à l'entrepreneur qui a subi les dégâts, ou au prorata selon la décision du maître d'œuvre.

Il est, en outre, précisé que les entrepreneurs sont tenus pour responsables des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts ou apparents (béton, bois, aggro, etc.). En conséquence, ils veillent à ce que la main-d'œuvre employée par eux sur le chantier n'exécute sur ces parements, graffiti, épaufrures, rayures ou autres. Tout manquement à cette clause et non réparable sans préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable. En cas d'impossibilité de déceler l'entrepreneur responsable, ces frais seront portés au compte prorata.

RESPECT DU VOISINAGE

Les entreprises sensibiliseront leur personnel sur les nuisances générées sur le chantier :

- Émissions sonores,
- Émissions de poussières,
- Salissures des voiries,
- Augmentation de la consommation d'eau potable,
- Augmentation du trafic routier,
- Risques d'envol,
- Détérioration environnement.

Emissions sonores

Chaque entreprise prendra toutes les dispositions afin de réduire les nuisances sonores.

Les tâches bruyantes seront planifiées (dates et heures) et feront l'objet d'information auprès des usagers.

Les équipements fixes seront positionnés afin de les éloigner des zones les plus sensibles vis à vis du bruit occasionné.

L'organisation du chantier veillera à limiter les manœuvres des camions et engins.

Les entreprises devront prendre en compte la notice acoustique, fournie dans le dossier marché

Pollutions des sols et air

Des moyens seront mis en place par les entreprises pour assurer la propreté du chantier et limiter les pollutions (Bacs de décantation, bacs de rétention, kit de dépollution de l'eau...).

Les entreprises limiteront les émissions de poussières et de boues par l'utilisation d'outillage muni de filtre à poussière, arrosage régulier des sols...

Elles prendront leur disposition nécessaire pour maintenir l'écoulement des eaux notamment celui des caniveaux de manière à éviter tout débordement qui aurait des répercussions sur les propriétés des riverains, les ouvrages souterrains et les cheminements piétons.

Nettoyages de chantier

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravois. Le nettoyage des installations de chantier, accès et abords, zone de travail sera effectué par les entreprises présentes sur le site, chaque jour pour un nettoyage courant, et chaque fin de semaine pour un nettoyage soigné.

Le nettoyage de chantier sera géré par le **lot 01 – Démolition Gros œuvre** selon règles en vigueur (guide OPPBTP, ...) au moment de la réalisation des travaux.

En cas de carence d'une entreprise, il sera demandé au **lot 02 – Second œuvre** ce travail, au frais de l'entreprise déficiente.

Le nettoyage général avant réception est affecté au lot **lot 02 – Second œuvre**

Déchets de chantier

Dans la continuité de la démarche réalisée par l'établissement (ISO 14001), une vigilance accrue sera réalisée quant au traitement des déchets

Les déchets produits sur chantier doivent être éliminés dans les circuits spécialisés et autorisés par la réglementation en vigueur, à savoir :

- Les filières de valorisation :
 - Recyclage,
 - Incinération avec récupération d'énergie,
 - Réemploi – Réutilisation".
- Les structures intermédiaires
 - Déchetterie en acquittant un droit d'accès défini par la collectivité gérante,
 - Centres de regroupement, de tri et de prétraitement.
- Les structures d'élimination finale
 - Les installations de stockage des déchets,
 - Centres de traitement des déchets industriels spéciaux.

Les entreprises sont tenues responsables de l'élimination de leurs déchets et sont avisées qu'il est interdit :

- De brûler des déchets sur le chantier, même lorsqu'il s'agit de déchets de bois par exemple (sauf bois termités),

- D'abandonner ou d'enfouir tout déchet (y compris les gravats) dans les zones non contrôlées comme des décharges sauvages,
- De laisser des déchets dangereux (pots de peinture par exemple) sur le chantier,
- De déverser les déchets dangereux liquides dans le réseau d'évacuation des eaux usées.

La mise en place de bennes de chantier et l'évacuation des déchets est affecté au **lot 01 – Démolition Gros œuvre** dans le cadre de sa mission de gestion du compte prorata.

Détérioration ouvrages environnants

Les protections, les nettoyages, les réfections des ouvrages environnants ayant fait l'objet de salissures ou dégradations de la part des entreprises ou de leurs sous-traitants, mêmes simples livreurs de matériels, devront être remis en leur état d'origine ; le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réservent le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais des entreprises défaillantes, s'il n'est pas remédié à la première injonction de remise en état.

HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

Les dispositions applicables au chantier sont indiquées au CCAP et au PGC, pièces auxquelles il y a lieu de se reporter.

Les points suivants sont précisés :

a) Autorité du coordonnateur SPS :

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement,...) le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal de la coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Moyens donnés au coordonnateur SPS :

- Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

- Obligations des entreprises :

1/ le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, en particulier les modalités de gestion des phases provisoires (stabilité des ouvrages et des matériels, certificats des constructeurs et agréments des bureaux de contrôle pour les matériels, notices descriptives des éléments de protections individuels et collectifs, etc.)
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS
- la copie des déclarations d'accidents de travail

2/ Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet
- de son/ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement (GPA)

3/ Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

4/ A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal de la coordination.

5/ Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi en vigueur au moment des travaux.

b) Le Plan Particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) :

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues par la loi dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

L'entrepreneur titulaire devra remettre le PGC à ses éventuels sous-traitants en vue de l'élaboration par ceux-ci de leur propre PPSPS, dans les délais fixés par le code du travail.

Les entreprises répondant aux dispositions du code du travail devront également diffuser leur PPSPS aux personnes et organismes visés à cet article.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du PGC et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception des travaux.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

c) Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

La maîtrise d'œuvre sera particulièrement attentive au maintien en parfait état de propreté des locaux sanitaires.

Les nettoyages nécessaires seront imputés au compte prorata : c'est le titulaire du **lot 01 – Démolition Gros œuvre** qui sera responsable de l'organisation de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront donc être réalisés très régulièrement et à intervalles suffisamment rapprochés pour assurer la propreté indispensable et respecter les dispositions réglementaires en vigueur (guide OPPBTP, ...) au moment de la réalisation des travaux.

Le maintien de ces locaux en état parfait de propreté constitue le minimum d'attention que l'on doit aux ouvriers et compagnons. En contrepartie, il ne sera toléré aucune déjection « sauvage » dans les parties communes, abords, espaces verts et locaux sanitaires dans les constructions.

AFFICHAGES

AFFICHAGE REGLEMENTAIRE :

Mention du permis de construire doit être affichée sur le terrain, de manière visible "de l'extérieur", selon l'article R. 421-39 du Code de l'urbanisme et de la voie publique, selon son article A. 421-7, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de la décision d'octroi et pendant toute la durée du chantier.

L'inobservation de ces formalités entraîne l'application de sanctions pénales (contravention de cinquième classe).

Cet affichage, qui doit demeurer lisible pendant toute la durée du chantier, doit être effectué sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80cm, et qui indique les nom, raison ou dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature des travaux et, s'il y a lieu, la superficie du plancher autorisée, ainsi que la hauteur de la construction exprimée en mètres par rapport au sol naturel, et l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Le panneau comporte, en outre, la mention selon laquelle le délai de recours a été modifié par l'article R. 490-7 du Code de l'urbanisme (il est de deux mois).

L'entreprise du **lot 01 – Démolition Gros œuvre** à charge de vérifier le maintien de l'existence de ce panneau. À défaut, elle devra procéder à sa réfection et pourra se procurer les renseignements nécessaires auprès du maître d'ouvrage.

PANNEAU DE CHANTIER

En vue de lutter contre le travail clandestin, l'article R. 324-1 du Code du travail prévoit l'affichage sur le chantier des noms, raison sociale et adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier.

Ce panneau de chantier aura la configuration et dimensions selon pièces marchés.

L'entreprise du **lot 01 – Démolition - Gros œuvre - Etanchéité** à sa charge de faire réaliser ce panneau. Toutefois, elle pourra suggérer au maître d'œuvre des modifications. Celui-ci pourra ou non y donner suite.

COMPTE PRORATA

Les dépenses communes de chantier entreront au compte prorata général.

Il est rappelé que ni les Maîtres d'Ouvrage, ni l'équipe d'ingénierie n'auront à intervenir dans la gestion du compte prorata. Leur action se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Les entreprises devront présenter avec leur décompte définitif la preuve qu'elles ont acquitté la part prorata leur incombant.

REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES

Le **lot 01 – Démolition Gros œuvre Etanchéité** devra la gestion du compte prorata pour les dépenses diverses indiquées ci-après :

Dépenses d'investissement (Liste non limitative se reporter aux différentes pièces du marché)

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées dans le prix du marché du titulaire désigné ci-après. Elles ne seront donc pas imputables au compte prorata.

Gros œuvre :

- Etablissement du panneau d'affichage de chantier
- Etablissement des clôtures et panneaux de chantier

- Installation d'éclairage et de signalisation pour le chantier
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE
- Fourniture de cylindre spécifique de chantier pour le WC et douches mis à disposition au « Rdc zone atelier »
- Exécution des branchements provisoires d'égouts
- Exécution des voies d'accès provisoires
- Exécution des branchements provisoires électricité sur base de vie
- Installation et entretien des réseaux provisoires intérieurs eau potable (hors gel), électricité
- Mise en place d'une aire de stockage de tri des déchets de chantier (à adapter en fonction de l'évolution du chantier et de la nature des contenants.)

Electricité :

- Installation et entretien des réseaux provisoires intérieurs électricité

Plomberie :

- Exécution des branchements provisoires eau

Dépenses diverses (Imputables au compte prorata - Liste non limitative se reporter aux différentes pièces du marché)

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de décharge pour bennes de tri des déchets
- Le nettoyage des équipements communs (bureau de chantier, vestiaire, sanitaires, réfectoires...)

Attention, il n'est pas décompté de prorata au titre de nettoyage de chantier. Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets.

Toutefois, le maître d'œuvre se laisse la possibilité de faire exécuter des nettoyages de chantier à charge et aux frais du compte Prorata en cas de non-respect du nettoyage quotidien de chantier.

- Les frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs.

La dégradation s'entend ici comme un fait matériellement imputable à un tiers extérieur et inconnu au marché. C'est à chaque entrepreneur de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations.

- Toutes les dépenses autres qui seraient portées expressément au débit du compte prorata par les documents du marché
- Les frais de gardiennage sont imputés au compte prorata dès lors que la mise en place du dispositif a été décidée en comité de contrôle.

Dès lors que le maître d'ouvrage décide de la mise en place d'un gardiennage, il en supportera seul les frais.

L'entrepreneur du **lot 01 – Démolition Gros œuvre Étanchéité** procède au règlement des dépenses visées ci-dessus mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses en gardant à sa charge 50 % de leur montant et en sous-répartissant le complément entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes définitifs de leurs marchés.

La rémunération toutes taxes comprises de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputées au compte prorata hors ladite rémunération.

Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. À défaut d'accord, ce pourcentage est égal à 6 %.

GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application du Code Civil.